



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20260041

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**suspendant l'activité et portant imposition de prescriptions de mise en sécurité,
de mesures immédiates prises à titre conservatoire et les conditions de reprise de
l'activité du site d'Aulnat de la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE
à la suite de l'accident survenu en date du 1^{er} janvier 2026**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-20, L.514-8, R.512-69 et R.512-70 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2010 autorisant la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE à exploiter ses installations de construction aéronautique sur le territoire de la commune d'AULNAT et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 27 septembre 2011 et du 13 juillet 2022 ;

Vu les éléments transmis par la société SN Auvergne Aéronautique par courrier électronique en date du 2 janvier 2026 informant des actions mises en œuvre suite à l'incendie ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2026 de la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE, faisant suite à l'incendie survenu le 1^{er} janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral d'urgence transmis à la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE le 6 janvier 2026 ;

Vu les observations présentées par la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE sur le projet d'arrêté préfectoral d'urgence par courrier électronique en date du 7 janvier 2026 ;

Considérant que suite à l'incendie survenu le 1^{er} janvier 2026 sur le bâtiment 2 contenant l'atelier de traitement de surface et de contrôles non destructifs, il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser les accès au site ;

Considérant que l'incendie, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site et la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et à identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

Considérant que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incendie ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Respect des prescriptions

La société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE, dont le siège social est situé 1 rue Touria Chaoui 63510 Aulnat, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune d'Aulnat.

Ces dispositions sont prises sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Restrictions d'activité

L'ensemble des activités de l'établissement SN AUVERGNE AERONAUTIQUE, sise 1 rue Touria Chaoui à Aulnat, est suspendu. Les conditions de redémarrage de ces activités sont fixées à l'article 7.

Article 3 : Mesures immédiates conservatoires

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures conservatoires du présent article. Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

3.1 – Mise en sécurité du site :

L'exploitant procède sans délai à la mise en sécurité immédiate du site. Tant que les dispositifs de protection et de surveillance du site ne sont pas rétablis dans leur état initial, l'exploitant assure une présence physique permanente sur site en complément des dispositifs qui demeurent opérationnels (surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès... signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels,...)). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence

3.2 – Vérification de l'intégrité des deux réservoirs fixes d'Azote et d'Argon sous pression accolés au bâtiment 2 :

L'exploitant vérifie sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté que l'incendie n'a pas impacté l'enveloppe des réservoirs par des moyens de contrôles adaptés et que ces derniers peuvent toujours accueillir des gaz liquéfiés sous pression conformément à la réglementation des appareils à pression.

Si l'exploitant ne peut pas démontrer que les réservoirs sont aptes à recevoir de gaz liquéfiés sous pression dans le délai imparti, l'exploitant videra les réservoirs sous 1 semaine.

3.3 – Évacuation des liquides présents dans les rétentions du bâtiment 2:

L'exploitant fait évacuer les fluides présents dans les rétentions du bâtiment 2, selon les dispositions de l'article 5. Afin d'éviter tout risque de réaction entre produits incompatibles, les fluides de rétentions différentes seront évacués séparément.

3.4 – Évacuation des stocks de produits chimiques présent dans le bâtiment 2 :

L'exploitant fait évacuer les stocks de produits chimiques présents dans le bâtiment 2 sous 2 mois.

3.5 – Réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrices suivantes :

L'exploitant est tenu de réaliser des prélèvements et analyses conservatoires dans l'environnement :

- air : analyse des prélèvements réalisés par les services d'incendie et de secours et confiés à ATMO dans les plus brefs délais sur les paramètres suivants : acidité totale exprimée en H, alcalinité totale exprimée en OH, HF, Cl⁻, NO_x, COV, HAP, les PCDD/DF, poussières totales, Cr VI, Cr III, Al, Ni, Ti, fibres amiantes ;
- bassin de rétention extérieur : prélèvements d'échantillon en fond de bassin avec analyse des paramètres suivants : Cr VI, Cr III, F ;
- eaux souterraines : 3 prélèvements espacés de 15 jours à partir des 4 points de prélèvements existants (piézomètres) pour les paramètres suivants pH, conductivité, Cr VI, Cr III, F, phosphates, bore. Le premier prélèvement doit être effectué sous 1 semaine à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Remise du rapport d'accident (R.512-69 du code de l'environnement)

Dans les meilleurs délais et sans excéder 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise, dans l'état des connaissances à la date de transmission :

- les circonstances et la chronologie de l'accident, en distinguant le cas échéant la succession des différents phénomènes dangereux ;
- les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;
- l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet accident, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;
- les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;
- les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;
- les mesures prises ou envisagées pour réduire la probabilité d'occurrence et la gravité d'un événement similaire.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés seront joints au rapport d'analyse.

Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Article 5 : Gestion des déchets liés au sinistre

Les déchets non dangereux produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.

Pour les déchets dangereux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.

Article 6 : Gestion des éventuels équipements de sécurité sinistrés

L'exploitant réalise les réparations et interventions rendues nécessaires suite à l'incendie sur les éventuels équipements sinistrés par l'accident.

Article 7 : Remise en service (R.512-70)

La remise en service des activités du site, hors bâtiment 2, visées à l'article 2 est subordonnée :

- à la remise en état de la sécurité incendie du site (détection incendie, alarme incendie, moyens d'extinctions et réserve d'eau, etc) ;
- au maintien de l'interdiction des accès à la zone sinistrée (bâtiment 2).

La remise en service des activités liées au traitement de surface (rubrique 2565) est subordonnée à :

- la remise d'un dossier attestant de la remise en état de l'installation en toute sécurité et dans les règles de l'arrêté ministériel en vigueur ;
- la démonstration de la mise en œuvre de moyens matériels et humains adaptés et suffisants pour exploiter les installations en toute sécurité ;
- la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans le rapport d'accident ou dans les rapports d'expertise ;

La décision relative à la remise en service de cette activité interviendra à l'issue de l'analyse, par l'inspection des installations classées, des éléments fournis par l'exploitant. À défaut, la mesure prévue à l'article R. 512-70 du code de l'Environnement pourra être prononcée par le Préfet.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, en application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne de l'arrêté préfectoral sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 10 : Publicité - Information

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 11 : Diffusion

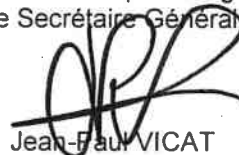
Le présent arrêté sera notifié à la société SN AUVERGNE AÉRONAUTIQUE et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame le Maire de la commune d'Aulnat,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le - 8 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquant, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

